



## **COMPTE-RENDU CONSEIL COMMUNAUTAIRE** **DU MERCREDI 14 NOVEMBRE 2012**

### **MEMBRES PRESENTS :**

AGNIN	MM. MONTEYREMARD, ASTRUC
ANJOU	M. ROZIER, Mme FENOY
ASSIEU	MM. MONIN, MONNET
AUBERIVES SUR VAREZE	Mme BERNARD, M. RONZEL
BOUGE CHAMBALUD	MM. FORCHERON, GALERA
CHANAS	MM. GUERRY, MALATRAIT, BOUCHERAND
LA CHAPELLE DE SURIEU	MM. GIRARD, GONTARD
CLONAS SUR VAREZE	Mme BADIN, M. LONGEAN
PEAGE DE ROUSSILLON	Mmes MASSON, DAMIAN, MM. GABET, VILLEMAGNE
LES ROCHES DE CONDRIEU	M. CONTAMIN
ROUSSILLON	M. BERTHOUARD, Mme XAVIER, MM. BARRIER, BEDIAT, TAALBA, DUMAS
SABLONS	Mme DI BIN, M. THOMAS
ST ALBAN DU RHONE	M. CHAMBON
ST CLAIR DU RHONE	M. NEMOZ, Mme GUILLON, M. ESSON
SAINT MAURICE L'EXIL	M. CHARVET, Mme HOLT, MM. CHAVANON, CLOIX, FABBRI, MONDANGE
SAINT PRIM	MM. BARRAUD, GERIN
ST ROMAIN DE SURIEU	M. MOUCHIROUD
SALAISE SUR SANNE	MM. CROUAIL, FRAYSSE, M. VIAL
SONNAY	M. GELAS
VERNIOZ	M. SCHRICKE
VILLE SOUS ANJOU	MM. SATRE, THIVOLLE

**EXCUSES AVEC POUVOIR :** M. JULLION à M. VILLEMAGNE, Mme DUGUA à M. CONTAMIN, M. JARRET à M. CHAMBON, Mme DUPENT à Mme GUILLON, M. MEYRAND à M. NEMOZ, M. VINCENDON à M. MOUCHIROUD, Mme GIRAUD à M. VIAL, Mme MEDINA à M. FRAYSSE, M. PRAS à M. GELAS, M. ROUX à M. SCHRICKE.

**EXCUSES :** Mmes DIHL, RICHOUX, MM. BONNETON, COUTURIER, CHASSAING, MARTINEZ P., MARTINEZ D.

M. Alain BARRIER a été élu secrétaire de séance.

Francis Charvet ouvre la séance du conseil communautaire. Aucune observation n'est formulée sur le compte-rendu de la réunion du 19 septembre. Il aborde ensuite les différents points de l'ordre du jour.

## **1/ Schéma départemental de coopération intercommunale : avis sur la fusion ViennAgglo - communauté de communes du Pays Roussillonnais.**

- Francis Charvet expose que le Préfet de l'Isère a pris, en application du schéma départemental de coopération intercommunale, conjointement avec Monsieur le Préfet du Rhône, un arrêté interdépartemental n°2012276-0014 portant projet de périmètre d'un nouvel établissement public de coopération issu de la fusion de la communauté d'agglomération ViennAgglo et de la communauté de communes du Pays Roussillonnais. Le nouvel EPCI serait constitué des 18 communes de la communauté d'agglomération ViennAgglo et des 22 communes de la communauté de communes du Pays Roussillonnais ; il appartiendrait à la catégorie des communautés d'agglomération.

La proposition de fusion est soumise à l'avis des communautés de communes et à l'accord des communes membres intéressées au projet. Pour pouvoir être prononcée, la fusion devra recueillir l'accord de la moitié au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant la moitié au moins de la population totale de celles-ci.

Le conseil communautaire est ainsi appelé à se prononcer pour avis sur cette proposition de fusion. Le conseil communautaire s'est déjà prononcé contre cette fusion, par 2 votes unanimes lors des séances des 6 juillet 2011 et 22 février 2012. Le projet de fusion avait par ailleurs été rejeté par 21 des 22 conseils municipaux du pays roussillonnais. Il est proposé au conseil communautaire de rendre un nouvel avis négatif sur cette prescription de fusion en rappelant les arguments déjà avancés lors des précédents votes :

- Prescription de fusion touchant à tort une intercommunalité déjà structurée qui répond aux critères de la loi de 2010 (population, compétences, fiscalité ...)
- Prescription de fusion ne respectant ni le bassin de vie du pays roussillonnais au sens INSEE du terme ni le SCOT des Rives du Rhône qui prévoit le regroupement à terme en une seule entité des agglomérations de Roussillon et Saint Rambert d'Albon.
- Prescription de fusion fragilisant le développement des coopérations inter EPCI menées au niveau d'un ensemble de 250 000 habitants (SCOT, GPRA ...)
- Absence de projet de territoire commun entre ViennAgglo et la CCPR.
- Volonté de renforcer les actions de coopération avec l'ensemble des territoires voisins.

- Francis Charvet précise que le Préfet de l'Isère a indiqué qu'il respecterait l'issue des consultations entreprises dans le cadre de la procédure de fusion et qu'il n'imposerait pas une fusion par la force. Il rappelle qu'il est essentiel que les conseils municipaux se prononcent puisqu'une absence de vote signifierait accord du périmètre de fusion.

Jackie Crouail expose que le conseil municipal de Salaise s'est déjà prononcé à l'unanimité contre la fusion. Plusieurs conseils municipaux ont également voté contre la fusion.

- Le conseil communautaire, par un vote unanime, renouvelle son opposition à la fusion entre la communauté de communes du Pays Roussillonnais et la communauté d'agglomération ViennAgglo.

## **2/ Régie de développement touristique du Pays Roussillonnais.**

### **2.1/ Approbation des statuts**

- Patrick Barraud rappelle que le conseil communautaire, dans sa réunion du 9 mai 2012, s'est prononcé, dans le cadre du schéma de développement touristique de la CCPR, pour la mise en place d'une régie de type service public administratif. Il est proposé, dans cette séance, au conseil communautaire l'approbation des statuts de la régie de développement touristique du pays roussillonnais, régie dotée de l'autonomie financière et chargée d'un service public à caractère administratif. Le CTP du personnel communautaire a émis un avis favorable sur l'instauration de cette régie et son organisation lors de sa réunion du 12 novembre dernier. Les principaux éléments des statuts de la régie peuvent être résumés comme suit :

- Régie dotée de la seule autonomie financière et chargée de la gestion d'un service public à caractère administratif.
- Entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

- Régie administrée par le Président de la CCPR et le conseil communautaire, après avis du conseil d'exploitation et de son Président.
- Le Président de la CCPR est le représentant légal et l'ordonnateur de la régie.
- Budgets et comptes administratifs votés par le conseil communautaire.
- Le conseil communautaire délibère sur toutes les affaires de la régie après avis du conseil d'exploitation.
- Conseil d'exploitation composé de 15 membres : 1 collège de 8 représentants de la CCPR ; 1 collège de 7 membres socio-professionnels désignés par le conseil communautaire.
- Le conseil d'exploitation délibère pour avis sur toute question concernant la régie.
- Le conseil d'exploitation élit son Président et un vice-président.
- Le Président de la CCPR nomme le responsable administratif de la régie après avis du conseil d'exploitation et du conseil communautaire. Il est placé sous l'autorité du directeur des services de la CCPR.
- Le comptable de la CCPR est le comptable de la régie.
- Les agents de la régie ont le statut de fonctionnaires ou d'agents non titulaires de la fonction publique. L'équipe de la régie comprend 4 agents : le chargé de mission tourisme de la CCPR Pierre Cartier qui sera responsable du service et les 3 agents de la Maison de Pays auxquels seront proposés de nouveaux contrats conformément à la réglementation.
- Le siège administratif de la Maison de Pays est fixé dans les locaux de la CCPR.

Le conseil communautaire unanime approuve les statuts de la régie.

#### 2.2/ Election des délégués du conseil communautaire au conseil d'exploitation de la régie.

Patrick Barraud, à l'issue de ce vote, expose que le conseil communautaire est appelé à élire les 8 représentants de la CCPR au conseil d'exploitation de la régie de développement touristique.

Le conseil communautaire, par un vote unanime, élit comme délégués du conseil communautaire au conseil d'exploitation de la régie de développement touristique Mmes Liliane Badin, Martine Fenoy, Mireille Richoux, Josiane Xavier, Mrs Francis Charvet, Patrick Barraud, Lucien Fabbri, Claudius Thomas.

### **3/ Logement social.**

#### 3.1/ Mutualisation des objectifs du PLH.

- Marcel Berthouard rappelle que le conseil communautaire du 19 septembre dernier a évoqué les difficultés rencontrées par le fait que plusieurs opérations de logements sociaux étaient bloquées par la direction départementale des territoires pour des motifs divers notamment la territorialisation des objectifs du PLH par commune. La DDT est prête à accepter des transferts de logements d'une commune à une autre sous réserve que le conseil communautaire définisse au préalable les opérations de mutualisation. La DDT précise que cette mutualisation n'est possible qu'à l'échelle de territoires «regroupant des communes contiguës de même typologie sur un espace limité». Cette interprétation plus que restrictive de la DDT n'est pas conforme à l'esprit du PLH qui doit respecter les règles du SCOT. En effet, il est établi que des ventilations du nombre de logements à l'intérieur du PLH peuvent être envisagées entre communes de même typologie si les principes globaux du SCOT sont respectés ; il n'y a donc pas lieu d'introduire une clause supplémentaire de contiguïté qui s'avère restrictive et sans fondement.

- Le PLH, suivant les règles du SCOT, distingue 3 typologies de communes à l'intérieur desquelles sont classées les 22 communes du pays roussillonnais :

- Communes d'agglomération : Roussillon, Péage de Roussillon, Saint Maurice l'Exil, Salaise sur Sanne, Chanas, Sablons.
- Villes : Saint Clair du Rhône, Les Roches de Condrieu, Saint Prim.
- Villages : Agnin, Anjou, Assieu, Auberives sur Varèze, Bougé Chambalud, La Chapelle de Surieu, Cheyssieu, Clonas sur Varèze, Saint Alban du Rhône, Saint Romain de Surieu, Sonnay, Vernioz, Ville sous Anjou.

- La production de logements sociaux du PLH par commune s'établit comme suit :

Agnin	3
Anjou	8
Assieu	6
Auberives sur Varèze	4
Bougé Chambalud	22
Chanas	30
La Chapelle de Surieu	2
Cheyssieu	3
Clonas sur Varèze	6
Le Péage de Roussillon	46
Les Roches de Condrieu	6
Roussillon	92
Sablons	20
Saint Alban du Rhône	12

Saint Clair du Rhône	30
Saint Maurice l'Exil	62
Saint Prim	18
Saint Romain de Surieu	7
Salaise sur Sanne	157
Sonnay	9
Vernioz	26
Ville sous Anjou	15
<b>Agglomération</b>	<b>407</b>
<b>Villes</b>	<b>54</b>
<b>Villages</b>	<b>123</b>
<b>Total</b>	<b>584</b>

Il est proposé au conseil communautaire de valider par délibération ce principe de mutualisation des objectifs du PLH à l'intérieur des communes de même typologie. Un transfert de logements d'une commune à une autre de même typologie impliquerait par ailleurs l'accord de la commune qui « céderait » des logements qui lui étaient affectés à une autre commune.

- Marcel Berthouard rappelle que, lors de l'établissement du PLH, plusieurs communes savaient qu'elles auraient des difficultés pour remplir leurs objectifs de construction de logements sociaux pour des motifs indépendants de leur volonté notamment du fait des Plans de Prévention des Risques Technologiques. Il avait alors été demandé de pouvoir mutualiser les chiffres de constructions au niveau des communes de même typologie, ce qui avait été accepté. La position de la DDT est donc difficilement compréhensible.

- Jean Némot précise que les chiffres annoncés de production de logements sociaux sont ceux du départ du PLH ; les chiffres actuels sont parfois sensiblement inférieurs du fait des programmes déjà lancés ou validés.

- Francis Charvet rappelle qu'il faudra lever les risques de pénalités financières pesant sur les communes de la CCPR de plus de 3 500 habitants qui ne pourront atteindre les objectifs de construction de logements sociaux pour les raisons évoquées par Marcel Berthouard.

- Le conseil communautaire unanime approuve le principe de mutualisation des objectifs du PLH à l'intérieur des communes de même typologie sous réserve de l'accord de la commune qui céderait des logements qui lui étaient affectés à une autre commune.

- A l'issue de cette délibération, Marcel Berthouard propose au conseil communautaire de répondre favorablement à une demande de la commune de Sablons ayant pour objet un transfert de 8 logements initialement attribués à la commune de Salaise pour lui permettre de réaliser un programme de 28 logements. Jackie Crouail précise que la commune de Salaise a donné son accord pour ce transfert.

Francis Charvet informe le conseil communautaire que le Préfet de l'Isère vient d'attribuer les crédits nécessaires au financement de cette opération de 28 logements.

Le conseil communautaire unanime approuve le transfert de 8 logements de la commune de Salaise à la commune de Sablons.

### 3.2/ Habitat : avenant n°1 à la convention de partenariat.

- Marcel Berthouard expose que le conseil communautaire, lors de sa réunion du 21 septembre 2011, a approuvé la signature avec le Conseil Régional, l'association régionale Rhône Alpes des organismes HLM, l'Union Régionale PACT-ARIM, la FAPIL Rhône Alpes d'une convention cadre de partenariat portant sur le soutien à la politique locale de l'habitat et de l'innovation, qui décline la politique de la région en matière d'habitat décrite dans le PLH. Cette convention, conclue pour une durée de 3 ans, rappelle les engagements des divers partenaires qui vont dans 3 directions :

développement et amélioration de l'offre de logements accessible à tous, soutien à l'accès et maintien dans le logement des publics les plus fragiles, soutien à l'innovation dans une perspective de développement durable.

Il est proposé au conseil communautaire la signature d'un avenant n°1 à cette convention afin de prendre en compte les nouveaux référentiels QEB (Qualité Environnementale du Bâti) de la Région.

- Patrick Bédiaat exprime son interrogation vis-à-vis de l'aide spécifique apportée au mode de chauffage électrique ; il faudrait mieux penser à d'autres modes de chauffage. Il regrette également les soutiens à la réhabilitation énergétique des logements sociaux dans le parc privé. Ces aides peuvent être attribuées au détriment de l'aide aux logements publics ; il vaut mieux faire porter l'effort sur les logements publics.

- Francis Charvet relève qu'un certain nombre de logements privés sont conventionnés et que la Région essaye de trouver un compromis entre les différentes aides.

- Josiane Xavier note qu'il y a d'autres modes de chauffage que l'électricité et le gaz notamment le bois énergétique ; il faut avoir la volonté d'aller dans ce sens.

- Christine Masson expose que dans beaucoup de communes de nombreux logements privés sont vacants car les propriétaires n'ont pas les moyens pour les remettre en état. Ces aides à des propriétaires privés permettent de remettre des logements sur le marché ce qui va dans le bon sens.

- Le conseil communautaire unanime approuve l'avenant n°1 à la convention de partenariat.

#### **4/ Personnel communautaire.**

##### 4.1/ Protection sociale du personnel territorial : contrats avec participation employeur.

- Complémentaire santé.

- Prévoyance maintien de salaire.

- Serge Rault expose qu'une nouvelle réglementation entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2013 pour les mutuelles santé et prévoyance du personnel de la fonction publique territoriale notamment pour les modalités des participations financières versées par l'employeur.

- Le dispositif mis en place est un système d'aide au paiement des cotisations des agents à leurs complémentaires « santé » et « prévoyance ». Les collectivités peuvent décider de participer ou pas à cette protection sociale. Elles peuvent le faire selon 2 modalités :

- Engager une procédure de mise en concurrence pour sélectionner un contrat remplissant les conditions de solidarité du décret. La collectivité conclura avec l'opérateur choisi une « convention de participation ». La loi permet aux centres de gestion de conclure des conventions de participation conformes à ce décret pour les collectivités qui le demandent. C'est la procédure choisie par le conseil communautaire de la CCPR lors de sa réunion du 20 juin dernier, après l'avis favorable du CTP. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, la CCPR ne versera de participation financière que pour les agents adhérents des 2 mutuelles retenues par le centre départemental de gestion.
- L'autre dispositif est la procédure de labellisation : la collectivité participe financièrement directement auprès des agents qui auront souscrit à un contrat « labellisé », c'est-à-dire répertorié sur une liste publiée par l'Etat.

- La participation financière de l'employeur se fait sous forme d'un forfait, c'est-à-dire un montant fixe unitaire par agent. Actuellement, la CCPR verse une cotisation dont le montant s'établit à 25 % de son coût ; ce dispositif n'est donc plus possible. La collectivité peut adapter sa participation à la situation familiale ou financière de l'agent.

- Les participations financières de l'employeur sont soumises à cotisations sociales et seront donc prises en compte dans le calcul du revenu imposable.

\* Mutuelle santé : l'organisme retenu est la mutuelle Intérieure de Grenoble. L'adhésion de l'agent n'est pas obligatoire. Il peut choisir entre 3 types de garantie offrant des niveaux de prestation différents. La cotisation est fonction de l'âge (3 strates) et de la situation familiale (célibataire, famille monoparentale, famille) ce qui établit 9 tarifs.

Le Bureau propose que la CCPR, pour chacun de ces 9 tarifs, prenne une participation d'un montant représentant 50 % de son coût. La durée du contrat est de 6 ans, prorogeable 1 année.

Les tarifs sont bloqués pendant 3 années sauf hausse de taxes ; pour les années 2016 à 2018, l'augmentation est plafonnée à 5 %.

\* **Mutuelle Prévoyance** : ce contrat couvre le remboursement des pertes de salaire pour maladie. Le centre départemental de gestion a retenu l'offre de Mutuelle France Prévoyance (Aubagne). C'est un contrat groupe mais l'adhésion de l'agent n'est pas obligatoire. MFP prévoit 6 options au contrat :

- Option 1 : 90% du Traitement indiciaire brut + NBI et 0% du régime indemnitaire.
- Option 2 : 90% du Traitement indiciaire brut + NBI et 50% du régime indemnitaire.
- Option 3 : 90% du Traitement indiciaire brut + NBI et 100% du régime indemnitaire.
- Option 4 : 100% du Traitement indiciaire brut + NBI et 0% du régime indemnitaire.
- Option 5 : 100% du Traitement indiciaire brut + NBI et 50% du régime indemnitaire.
- Option 6 : 100% du Traitement indiciaire brut + NBI et 100% du régime indemnitaire.

- L'employeur doit retenir une option pour ses agents. Le Bureau propose au conseil communautaire de retenir l'option 5 : 100 % du Traitement Brut Indiciaire et de la Nouvelle Bonification Indiciaire + 50 % du régime indemnitaire ; le contrat actuel prévoit un remboursement de 95 % du TBI et de la NBI mais n'intègre pas le régime indemnitaire.

- Le contrat prévoit 4 garanties ; la garantie 1 est obligatoire pour souscrire les autres. L'agent choisit le nombre de garanties qu'il veut prendre :

- Garantie 1 : maintien de salaire ; incapacité de travail.
- Garantie 2 : invalidité.
- Garantie 3 : perte de retraite consécutive à une invalidité permanente.
- Garantie 4 : décès, perte totale et irréversible d'autonomie.

Le contrat actuel de la CCPR n'intègre pas la garantie 3.

- Les tarifs sont bloqués pendant 3 années, sauf hausse de taxes. Pour les années 2016, 2017 et 2018 l'augmentation est plafonnée à 5%. La durée du contrat est de 6 années, prorogeable 1 an. Les adhésions sont sans questionnaire médical jusqu'au 31.12.2013 pour les agents actuellement en poste. Les nouveaux entrants bénéficieront du contrat groupe dans les 6 mois de leur arrivée.

Par contre, pour les agents actuellement en poste et souhaitant s'inscrire au-delà du 31.12.2013, les cotisations seront majorées de 10 %, un questionnaire médical sera à remplir et un stage de 6 mois sans arrêt maladie devra être respecté.

Pour les agents actuellement en maladie et qui seront en maladie au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2013, ils ne pourront pas adhérer au nouveau contrat (minimum de 30 jours consécutifs d'activité). Ils vont être radiés du précédent contrat. Toutefois, ils continueront à être couverts et complétés par l'ancienne mutuelle. Aucune cotisation ne leur sera prélevée. Cependant, les prestations ne seront pas réévaluées. Elles seront fixées au 31.12.2012.

- Le Bureau propose au conseil communautaire une participation employeur identique, quel que soit le niveau de rémunération de l'agent :

- Garantie 1 : 10 €
- 2 garanties : 15 €
- 3 ou 4 garanties : 20 €

Ces participations sont proratisées au temps de travail. Le montant de cette participation représente autour de 50 % du coût de la cotisation voire plus pour les salaires les plus bas de la CCPR.

- Le CTP de la CCPR, dans sa réunion du 12 novembre, a émis un avis favorable sur ces propositions. En termes financiers, la participation de la CCPR aux mutuelles passerait de 20 000 € à 50 000 €.

- Jackie Crouail relève la complexité d'un système dont la mise en place est difficile et qui ne permet plus à la collectivité de participer financièrement au règlement des cotisations mutuelles des retraités.

En réponse à Patrick Bédia, il est précisé que les retraités pourront conserver leurs mutuelles aux conditions négociées par la collectivité.

- Christine Masson précise que la commune du Péage de Roussillon est dans une situation identique à celle de Salaise et que les participations des employeurs seront soumises au règlement des cotisations salariales et de l'impôt sur le revenu.
- Le conseil communautaire unanime approuve les propositions de choix de garanties et de participations financières aux mutuelles santé et prévoyance qui lui sont présentées par le bureau.

#### 4.2/ Poste chargé de mission culture.

- Jean Némot expose que le conseil communautaire, lors de sa réunion du 20 juin dernier, a décidé la création d'un poste de chargé de mission culture qui aura pour fonction d'accompagner l'évolution de la compétence culture du pays roussillonnais. Il a été décidé que ce poste contractuel reposerait sur les mêmes bases que le poste instauré pour le développement de la compétence tourisme avec un recrutement sur la grille du cadre d'emplois des attachés.

L'offre d'emploi a connu un vif succès avec près de 300 candidatures. Une dizaine de personnes ont été sélectionnées pour des entretiens au cours desquelles elles ont fait preuve de grandes qualités. Le choix s'est porté sur la candidature d'un agent actuellement en poste dans les services de la CAPI où elle a notamment en charge la mise en place et la coordination du plan local d'éducation artistique.

Il est proposé au conseil communautaire de confirmer la création du poste sur les bases annoncées :

- Fonction : accompagnement de l'évolution de la compétence culture.
- Durée du contrat : 3 ans renouvelable.
- Temps de travail : temps complet.
- Rémunération : grille d'attaché territorial 8<sup>ème</sup> échelon + IFTS coefficient 2 + indemnité d'exercice des missions coefficient 1 + 13<sup>ème</sup> mois.

Le conseil communautaire unanime décide la création de ce poste sur les bases présentées.

#### 4.3 Création de postes

- Francis Charvet expose que le conseil communautaire est appelé à autoriser la création des postes suivants à temps incomplet afin d'adapter le temps de travail des agents du conservatoire aux heures d'enseignement régulièrement enregistrées :

- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique : 14,75 / 20<sup>ème</sup>
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique : 18,83 / 20<sup>ème</sup>
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique : 16,75 / 20<sup>ème</sup>
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique : 3,5 / 20<sup>ème</sup>
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique : 10 / 20<sup>ème</sup>
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique : 7,75 / 20<sup>ème</sup>
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique : 6 / 20<sup>ème</sup>
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique : 13 / 20<sup>ème</sup>
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique : 7 / 20<sup>ème</sup>
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique : 18,75 / 20<sup>ème</sup>
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique : 14,50 / 20<sup>ème</sup>
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique : 19,08 / 20<sup>ème</sup>
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique : 6 / 20<sup>ème</sup>
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique : 12,58 / 20<sup>ème</sup>
- 1 poste de professeur d'enseignement artistique classe normale : 11,83 / 16<sup>ème</sup>

Il est précisé que cette opération n'entraîne pas une hausse des effectifs de la CCPR puisque le prochain conseil communautaire aura à se prononcer sur la suppression des anciens postes, après l'avis réglementaire du CTP. Le conseil communautaire unanime approuve la création de ces postes.

- Le conseil communautaire unanime, après présentation par Francis Charvet, autorise la création d'un poste à temps incomplet d'adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe (12,96 / 35<sup>ème</sup>) affecté à l'entretien des locaux de la CCPR afin d'adapter le poste statutaire aux heures effectuées par l'agent en charge de cette fonction.

- Le conseil communautaire unanime, après présentation par Francis Charvet, autorise la création de 2 postes d'adjoint administratif 2<sup>ème</sup> classe à temps complet dans le cadre du transfert des agents actuellement en poste à la maison de pays.

#### **5/ Urbanisme : convention de mise à disposition et mise à jour de documents numérisés.**

Le conseil communautaire unanime, après présentation par Francis Charvet, autorise la signature avec l'Etat et le Département de l'Isère d'une convention relative à la mise à disposition et à la mise à jour des documents d'urbanisme de la CCPR. Les mises à disposition sont faites à titre gratuit.

#### **6/ Finances.**

Francis Charvet présente les 2 décisions modificatives suivantes :

##### **6.1/ Décision modificative n°1 au budget annexe transports.**

Le conseil communautaire unanime approuve la DM1 au budget annexe transports motivée pour l'essentiel par des écritures d'ordre d'amortissement.

	<b>BP</b>	<b>DM n°1</b>	<b>BP + DM n°1</b>
6616 intérêts bancaires	0 €	+ 200 €	200 €
604 achat d'études	3 000 €	- 200 €	2 800 €
13915 amortissement subvention budget général	0 €	+ 28 600 €	+ 28 600 €
777 amortissement subvention budget général	0 €	+ 28 600 €	+ 28 600 €
023 virement à la section d'investissement	0 €	+ 28 600 €	+ 28 600 €
021 virement de la section de fonctionnement	0 €	+ 28 600 €	+ 28 600 €

##### **6.2/ Décision modificative n°3 au budget général.**

Le conseil communautaire unanime approuve la DM3 au budget général également motivée par des écritures d'ordre.

	<b>BP</b>	<b>DM n°1</b>	<b>DM n°3</b>	<b>BP + DM n°1 et n°3</b>
6811 dotations aux amortissements	510 000,00 €		+ 40 000 €	550 000,00 €
2802 amortissements liés aux documents d'urbanisme	8 168,32 €		+ 7 000 €	15 168,32 €
28041411 amortissements subventions du budget général au budget annexe transports	8 122,00 €		+ 33 000 €	41 122,00 €
023 virement à la section d'investissement	2 848 000,00 €	- 195 000 €	- 40 000 €	+ 2 613 000,00 €
021 virement de la section de fonctionnement	2 848 000,00 €	- 195 000 €	- 40 000 €	+ 2 613 000,00 €

#### **7/ Marchés publics.**

##### **7.1/ Marchés d'exploitation des déchetteries : autorisation de signature des marchés.**

- Francis Charvet expose que les marchés d'exploitation des 6 déchetteries de la CCPR (Péage de Roussillon, Saint Clair du Rhône, Salaise, Ville sous Anjou, Sablons, Anjou) arrivent à échéance fin 2012.

Un nouveau marché public, établi sur les bases suivantes, a été lancé :

- Division du marché en 6 lots : 1 par déchetterie.
  - Durée : 4 ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2016.
  - Transport et traitement des déchets sur les 6 lots du marché avec identification des déchets acceptés et possibilité d'accueillir de nouveaux déchets.
- 13 dossiers ont été retirés. 5 entreprises ont répondu à l'appel d'offres et la CAO de la CCPR, dans sa réunion du 11 octobre dernier, a décidé l'attribution suivante des 6 lots de ce marché :
- Péage de Roussillon : groupement TRIGENIUM, DELAUZUN et VACHEZ INDUSTRIE, 366 608,68 € HT/an.



- Saint Clair du Rhône : groupement TRIGENIUM, DELAUZUN et VACHEZ INDUSTRIE, 322 371,40 € HT/an.
- Salaise sur Sanne : groupement TRIGENIUM, DELAUZUN et VACHEZ INDUSTRIE, 104 885,89 € HT/an.
- Ville sous Anjou : groupement TRIGENIUM, DELAUZUN et VACHEZ INDUSTRIE, 118 485,93 € HT/an.
- Sablons : groupement TRIGENIUM, DELAUZUN et VACHEZ INDUSTRIE, 126 281,79 € HT/an.
- Anjou : groupement TRIGENIUM, DELAUZUN et VACHEZ INDUSTRIE, 104 474,78 € HT/an.

Les totaux indiqués, qui intègrent la TGAP au taux actuel, ont un caractère estimatif car établis en fonction d'un tonnage prévisionnel. Les prix unitaires sur lesquels portent l'engagement des sociétés attributaires étaient annexés à la note de synthèse de cette séance.

Le conseil communautaire unanime autorise la signature de ces marchés par le Président.

#### 7.2/ Médiathèque communautaire : accord cadre pour la fourniture de DVD.

Francis Charvet expose que le lot 7 du marché AO-2012-05 fournitures de DVD pour la Médiathèque communautaire a été déclaré sans suite pour motif d'intérêt général le 26 septembre. Une nouvelle procédure est proposée à savoir l'accord cadre. Cette procédure sera lancée en appel d'offres.

Il s'agit d'habilitier 3 candidats pour le marché à bons de commande. Le montant maximum reste le même : 62 000 € maximum sur la totalité de la période des 4 années. A chaque besoin, les services de la Médiathèque remettront en concurrence les 3 candidats retenus. Ils seront alors jugés sur le prix à 80 % et les délais à 20 %.

Le conseil communautaire unanime autorise le Président à lancer la consultation et signer le marché.

#### 8/ Cité judiciaire de Vienne : demande de maintien du Tribunal de Grande Instance.

- Francis Charvet expose que plusieurs interventions ont été faites pour demander une réforme de la carte judiciaire qui prévoit la fermeture du tribunal de grande instance de Vienne. Un courrier qu'il a cosigné avec Daniel Rigaud a ainsi été récemment adressé à Madame la Ministre de la Justice. Le conseil communautaire est appelé à prendre une délibération pour soutenir cette demande.

- Daniel Rigaud précise qu'il est apparu opportun d'engager cette démarche car la ministre de la justice avait engagé un nouvel examen de la carte judiciaire. Il était nécessaire de faire ressortir la gravité d'une telle fermeture au vu de l'importance de l'activité du TGI et de l'éloignement du Tribunal du Nord-Isère pour les habitants du Pays Roussillonnais. Daniel Rigaud relève également la qualité du travail fourni au TGI de Vienne en dépit d'un manque d'effectifs important.

- Patrick Bédiat évoque les conditions de travail inacceptables qui sont imposées aux agents du TGI ainsi que les difficultés de fonctionnement, avec de nombreux dossiers en instance, auxquelles se trouve confronté le Tribunal des Prud'hommes.

- Lucien Fabbri fait part d'une information du jour donnée à la radio qui annonce l'abandon du projet de cité judiciaire dans le Nord-Isère.

- Le conseil communautaire unanime adopte une délibération demandant le maintien du Tribunal de Grande Instance de Vienne.

#### 9/ Sentiers de randonnée : convention de labellisation.

Le conseil communautaire unanime, après présentation par Francis Charvet, autorise la signature avec le département de l'Isère de la convention de labellisation du réseau de sentiers de la CCPR

inscrit au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée. Le réseau concerné représente 109 kilomètres.

La CCPR assure l'entretien des chemins, garantit le respect du principe de continuité des itinéraires, assure la valorisation touristique. Le département de l'Isère apporte son soutien tant financier que dans la promotion des sentiers. La convention est conclue pour une durée de 5 ans.

#### **10/ Zone Rhône-Varèze : vente de terrains.**

- Francis Charvet expose que, par délibération du 31 mars 2010, le conseil communautaire a décidé la vente d'une partie de la parcelle AC 933, d'une surface de 4 032 m<sup>2</sup>, située sur la zone économique Rhône-Varèze à la SCI Bellefontaine. Ce projet porte sur l'implantation d'une agence commerciale et d'un atelier de mécanique automobile ; il s'agit du transfert d'une activité actuellement implantée au Péage de Roussillon. France Domaine avait estimé ce terrain à 20 € / m<sup>2</sup> ; le conseil communautaire avait donné son accord pour une vente au prix de 18 € / m<sup>2</sup>.

- Le dossier a été mis en attente du fait de l'entreprise pendant près de 2 ans. Des modifications ont été apportées (raison sociale, surface de terrain ...) et le conseil communautaire est donc sollicité pour le vote d'une nouvelle délibération.

La vente sera consentie à la SCI Broue Saint Maurice et la surface de vente a été ramenée à 3 812 m<sup>2</sup> à la demande de la CCPR. Une nouvelle estimation a dû être demandée à France Domaine qui a retenu une valeur de 85 000 € soit 22,30 € / m<sup>2</sup>. Ces terrains sont classés en zone UA au POS de la commune de Saint Maurice l'Exil.

- Du fait des engagements antérieurs déjà pris, le bureau propose au conseil communautaire de conclure cette vente au prix de 18 € HT / m<sup>2</sup>. Le conseil communautaire unanime approuve la vente de cette parcelle de 3 812 m<sup>2</sup> à la SCI Broué à Saint Maurice au prix de 18 € HT / m<sup>2</sup> ce qui fixe le montant de la transaction à 68 616 € HT.

#### **11/ Etablissement public foncier Rhône-Alpes : présentation de l'EPORA.**

- Francis Charvet accueille Monsieur Guillet, directeur de l'EPORA (Etablissement Public Ouest Rhône-Alpes) et Madame Tardieu, directrice du développement et des études. Il rappelle que l'EPORA, dans une délibération du 15 octobre dernier, a donné un accord de principe pour une extension de son périmètre intégrant le territoire de la communauté de communes du pays roussillonnais.

- Monsieur Guillet et Madame Tardieu effectuent une présentation de l'EPORA à partir d'un document joint à la présente note. L'EPORA est un établissement public foncier d'Etat, qui a le statut d'établissement public industriel et commercial, doté de la personnalité morale et financière. Il a pour objet d'aider les collectivités à élaborer une stratégie foncière, maîtriser le foncier, mettre en œuvre un projet sans pour autant avoir une fonction d'aménageur. Il est dirigé par un conseil d'administration de 40 membres : 34 élus locaux, 3 élus consulaires, 3 administrateurs d'Etat.

- L'EPORA a été créé en 1998 par le département de la Loire pour assurer la reconversion de friches industrielles, d'emprises militaires. Son périmètre d'intervention a été étendu en 2007 ; il couvre aujourd'hui 762 communes. Il a progressivement augmenté son domaine d'intervention ; ses actions foncières peuvent porter sur l'habitat, le développement économique, la protection des secteurs sensibles ou à risque, l'agriculture en liaison avec les SAFER. Le cœur du métier de l'EPORA reste le portage du foncier sur une longue durée, afin de faciliter les montages financiers des opérations.

- Madame Tardieu présente les modalités d'interventions de l'EPORA à partir de plusieurs exemples. Il peut passer des conventions de veille foncière telle que celle du site de Pont à Mousson sur Rhône-Valloire ou opérationnelles (Saint Vallier, Vienne ...)

- Jean Nemoz pose la question du financement de l'EPORA. Monsieur Guillet précise que celui-ci repose pour l'essentiel sur une ressource fiscale : la taxe spéciale d'équipement (TSE), d'un montant annuel de 18 M €, qui est une taxe additionnelle aux taxes d'habitation, foncières et à la cotisation foncière des entreprises ; son produit est de l'ordre de 11 € / habitant réparti entre les

contribuables de ces impôts locaux avec un partage à peu près équivalent entre les ménages et les entreprises. Le produit de cette taxe permet de couvrir plus que les frais de fonctionnement de l'EPORA et peut donc être affecté à des opérations. Le budget de l'EPORA est également alimenté par des subventions, les produits de vente et gestion des biens.

- Josiane Xavier pose la question des relations avec Territoire 38. Monsieur Guillet répond que les actions de l'EPORA et de Territoire 38 sont complémentaires : l'EPORA n'est pas un aménageur, il libère des terrains ; Territoire 38 monte et réalise les opérations d'aménagement. Il est donc essentiel pour une opération d'associer 3 partenaires : la collectivité locale, l'EPORA, l'aménageur. Christine Masson note que cette mission d'aménageur relève plus d'Isère Aménagement que de Territoire 38.

- En réponse à une question d'Yvan Esson, Monsieur Guillet répond qu'EPORA a compétence sur des opérations de traitement des sols pollués ; c'est même une de ses missions de base et d'origine qui a été menée lors de divers traitements de friches industrielles.

- Christine Masson résume les possibilités d'intervention de l'EPORA si la CCPR en devient membre : réflexion sur un bilan foncier à valoriser sur l'ensemble du territoire ; détermination d'opérations prioritaires ; acquisitions pré-opérationnelles ou actions de veille foncière sur ces sites.

Monsieur Guillet répond qu'EPORA ne peut intervenir pleinement que sur son territoire. Une procédure d'extension est demandée afin de permettre l'accueil de nouveaux EPCI ; une décision devrait intervenir fin 2013. L'EPORA peut cependant, dans l'attente de cette intégration, engager diverses actions d'accompagnement du GPRA pour lesquelles il a été sollicité par la Région.

- Patrick Barraud demande si TRIDAN peut être un territoire d'intervention pour EPORA. Celui-ci pourra agir de manière complète sur les EPCI de TRIDAN qui sont membres de l'EPORA.

- Francis Charvet conclut cette présentation en remerciant Monsieur Guillet et Madame Tardieu pour leurs interventions.

L'ordre du jour épuisé, Francis Charvet clôt la séance du conseil communautaire.

**Le Président,  
F. CHARVET**